

**RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL  
D'AIDE SOCIALE DE PARIS**

**RELATIF  
AUX PERSONNES AGÉES  
ET AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**



**ANNEXES**

## SOMMAIRE SYNTHETIQUE



(la numérotation des Titres correspond à un renvoi au texte  
du Règlement départemental d'aide sociale)

<i>Titre 1 : Principes généraux</i>	7
<i>Titre 2 : Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap</i>	8
<i>Titre 3 : Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées</i>	13
<i>Titre 4 : L'hébergement des personnes âgées en établissement</i>	15
<i>Titre 5 : L'hébergement des personnes handicapées en établissement</i>	19
<i>Titre 6 : L'Allocation Compensatrice (en Renouvellement)</i>	20
<i>Titre 7 : la Prestation de Compensation du Handicap</i>	21
<i>Titre 8 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie</i>	26
<i>Titre 9 : l'accueil de jour « Alzheimer »</i>	29
<i>Titre 10 : La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)</i>	31

## SOMMAIRE DETAILLE



<b>Titre 1 : Principes généraux</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre 1 : Conditions de résidence en France</b>	<b>7</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	7
<b>Titre 2 : Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 1 : l'Aide à domicile en nature et en espèces</b>	<b>8</b>
<b>Nature de l'aide</b>	<b>8</b>
○ Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes âgées et handicapées	8
○ Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes en situation de handicap	8
○ Tarif horaire des prestations d'aide à domicile arrêtés par la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	9
<b>Conditions d'admission à l'aide sociale</b>	<b>9</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	9
○ Liste des pays signataires d'une convention d'aide sociale avec la France permettant à leurs ressortissants de bénéficier des mêmes droits que les Français	9
○ Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide à domicile et de l'allocation représentative de service ménagers :	11
<b>Chapitre 2 : la prise en charge des frais en foyer-restaurant et des ports de repas à domicile</b>	<b>12</b>
<b>Conditions d'admission à l'aide sociale</b>	<b>12</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	12
○ Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide Foyer Restaurant	12
<b>Titre 3 : Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées</b>	<b>13</b>
<b>Chapitre 1 : L'accueil familial</b>	<b>13</b>
<b>Conditions d'attribution</b>	<b>13</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	13
<b>Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine</b>	<b>13</b>
○ Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :	13
○ Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 <sup>ème</sup> du plafond annuel de sécurité sociale):	13

<b>Chapitre 2 : L'accueil temporaire</b>	<b>13</b>
<b>Conditions d'attribution de l'aide</b>	<b>13</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	13
<b>Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine</b>	<b>13</b>
○ Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 <sup>ème</sup> du plafond annuel de sécurité sociale):	13
<b>Titre 4 : L'hébergement des personnes âgées en établissement</b>	<b>15</b>
<b>Chapitre 1 : Conditions d'admission à l'aide sociale</b>	<b>15</b>
<b>Conditions de résidence</b>	<b>15</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	15
<b>Chapitre 2 : Modalités d'attribution</b>	<b>15</b>
<b>Participation du bénéficiaire à ses frais de séjour et sommes laissées à sa disposition</b>	<b>15</b>
○ Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil dans un établissement assurant un hébergement complet	15
○ Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil en Foyer-logement n'assurant pas un entretien complet	15
<b>Chapitre 3 : Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine</b>	<b>18</b>
<b>Les frais d'obsèques</b>	<b>18</b>
○ Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :	18
○ Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 <sup>ème</sup> du plafond de sécurité sociale):	18
<b>Titre 5 : L'hébergement des personnes handicapées en établissement</b>	<b>19</b>
<b>Chapitre 1 : Conditions d'admission à l'aide sociale</b>	<b>19</b>
<b>Conditions de résidence</b>	<b>19</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	19
<b>Chapitre 2 : Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine</b>	<b>19</b>
<b>Les frais d'obsèques</b>	<b>19</b>
○ Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :	19
○ Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 <sup>ème</sup> du plafond de sécurité sociale):	19
<b>Titre 6 : L'Allocation Compensatrice (en Renouvellement)</b>	<b>20</b>
<b>Chapitre 1 : Nature de l'aide</b>	<b>20</b>
<b>Le taux d'Allocation Compensatrice</b>	<b>20</b>
○ Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe	20

<b>Chapitre 2 : Conditions d'admission pour le renouvellement de l'allocation compensatrice</b>	<b>20</b>
<b>Conditions de résidence</b>	<b>20</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	20
<b>Conditions de ressources</b>	<b>20</b>
○ Plafond annuel d'octroi de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), par type de situation familiale, en dessous duquel l'Allocation Compensatrice est accordée à taux plein	20
○ Plafond annuel d'octroi de l'AAH augmenté du montant annuel de l'AC au taux accordé par la CDAPH en dessous duquel l'AC est accordée à taux réduit, et au-dessus duquel l'AC n'est pas accordée :	20
<b>Titre 7 : la Prestation de Compensation du Handicap</b>	<b>21</b>
<b>Chapitre 1 : Dispositions communes à la PCH à domicile et en établissement</b>	<b>21</b>
<b>Nature de l'aide</b>	<b>21</b>
○ Tarifs de valorisation pour chaque type d'aidant : Aide humaine	21
○ Montant des forfaits PCH Parentalité	22
○ Tarifs de valorisation pour les Aides Techniques	22
<b>Conditions d'admission</b>	<b>23</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	23
○ Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe	23
○ Plafonds d'octroi de la PCH	23
<b>Chapitre 3 : La PCH en établissement</b>	<b>24</b>
<b>L'aide humaine</b>	<b>24</b>
○ Montants minimum et maximum journaliers à verser au titre de l'aide humaine au bénéficiaire de la PCH hospitalisé ou accueilli dans un établissement de santé, social ou médico-social	24
Modalités de réduction du versement de la PCH à domicile, en cas d'hospitalisation ou d'hébergement en établissement, lorsqu'une personne était déjà bénéficiaire de la PCH à domicile	24
Modalités de réduction de la PCH octroyée pour les périodes de retour à domicile, lors du retour à l'hôpital ou en établissement	24
<b>Les surcoûts liés aux transports</b>	<b>25</b>
○ Montant maximum attribuable pour les surcoûts liés aux frais de transports pour toute période de 10 ans, lorsque la personne handicapée hébergée ou hospitalisée a recours à un transport assuré par un tiers, ou qu'elle est dans l'obligation d'effectuer un déplacement aller et retour supérieur à cinquante kilomètres	25
<b>Titre 8 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie</b>	<b>26</b>
<b>Chapitre 1 : Dispositions communes à l'APA à domicile et à l'APA en établissement</b>	<b>26</b>
<b>Conditions de résidence</b>	<b>26</b>
○ Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	26
○ Montant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire d'une part et en urgence d'autre part correspondant à 50% du montant maximum attribuable	26

<b>Chapitre 2 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile</b>	<b>26</b>
○ Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe	26
○ Montant maximum de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie par Groupe Iso Ressources (GIR):	26
○ Barèmes légal et extralégal de participation du bénéficiaire d'APA à domicile	27
<b>Modalités financières</b>	<b>27</b>
○ Montant minimum de l'APA à domicile en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :	27
<b>Chapitre 3 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement</b>	<b>28</b>
<b>Nature de l'aide</b>	<b>28</b>
○ Barème légal de participation du bénéficiaire d'APA en établissement :	28
○ Montant mensuel minimum de revenus laissé à la disposition du conjoint, concubin ou PACSé du demandeur d'APA qui reste à domicile :	28
○ Somme minimale mensuelle laissée à la disposition des bénéficiaires de l'APA en établissement accueillis dans un établissement habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale :	28
<b>Modalités financières</b>	<b>28</b>
○ Montant minimum de l'APA à domicile et en établissement, en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :	28
<b>Titre 9 : l'accueil de jour « Alzheimer »</b>	<b>29</b>
<b>Chapitre 1 : Nature de l'aide</b>	<b>29</b>
○ Liste des structures d'accueil de jour Alzheimer conventionnées avec le département de Paris	29
<b>Chapitre 2 : Conditions de participation aux frais de fonctionnement des centres parisiens d'accueil de jour</b>	<b>30</b>
○ Barème de participation aux frais d'accueil de jour Alzheimer	30
<b>Titre 10 : La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)</b>	<b>31</b>
<b>Chapitre 1 : Définition de la MASP</b>	<b>31</b>
○ Associations auxquelles le département de Paris a délégué la mise en œuvre de la MASP	31

## Titre 1 : Principes généraux

### Chapitre 1 : Conditions de résidence en France

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

***Décret no 94-294 du 15 avril 1994 fixant la liste des titres exigés des personnes de nationalité étrangère pour l'application de l'article 186 du code de la famille et de l'aide sociale***

À noter : En application des dispositions prévues par l'article 14 de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative au séjour des étrangers en France, les ressortissants des pays de l'Union Européenne qui souhaitent établir en France leur résidence habituelle ne sont plus tenus de détenir un titre de séjour, sauf dans le cas où ils souhaitent exercer en France une activité économique.

Art. 1er. - La liste des titres et documents attestant la régularité de la résidence en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale visées au 4o et à l'avant-dernier alinéa de l'article 186 du code de la famille et de l'aide sociale est fixée ainsi qu'il suit :

1. Carte de résident;
2. Carte de résident privilégié;
3. Carte de séjour temporaire;
4. Certificat de résidence de ressortissant algérien;
5. Récépissé de demande de renouvellement de l'un des titres ci-dessus;
6. Récépissé de première demande de carte de séjour d'une durée de validité supérieure à trois mois;
7. Autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité égale ou supérieure à trois mois;
8. Récépissé de demande de titre de séjour portant la mention << reconnu réfugié >> d'une durée de validité de six mois renouvelable;
9. Récépissé de demande de titre de séjour portant la mention << étranger admis au titre de l'asile >> d'une durée de validité de six mois renouvelable;
10. Récépissé de demande d'asile intitulé << récépissé constatant le dépôt d'une demande de statut de réfugié >> d'une durée de validité de trois mois renouvelable;
11. Carte d'identité d'Andorran délivrée par le préfet du département des Pyrénées-Orientales;
12. Passeport monégasque revêtu d'une mention du consul général de France à Monaco valant autorisation de séjour;

## Titre 2 : Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap

### Chapitre 1 : l'Aide à domicile en nature et en espèces

#### *Nature de l'aide*

Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes âgées et handicapées

Raison sociale_gestionnaire	N° tél de l'agence	Adresse agence	Code postal
Fondation Maison des Champs	01 48 03 86 10	55 rue de Belleville	75019
ABRAPA	01 43 06 22 60	10 BIS rue Amélie	75007
Adiam	01 42 80 34 73	42, rue Le Peletier	75009
Fondation Léopold Bellan	01 47 97 10 00 01 43 15 24 10 01 43 15 24 30	29, rue Planchat	75020
AMSAV	01 42 52 57 57	136, rue Championnet	75018
Association des Paralysés de France	01 48 53 54 51	124, avenue d'Alfortville - Choisy-le-roy	94600
APSSAD (ex-UNA Paris 12)	01 73 54 01 40	224, rue du Faubourg Saint-Antoine	75012
ASAD	01 53 26 25 00	132, rue du Faubourg Saint-Denis	75010
Entr'aide	01 45 31 51 49	40, rue Dantzig	75015
FOSAD	01 44 41 70 70	35/37, rue Pierre Nicole	75005
La Vie à Domicile	01 53 70 41 95	3, rue de la Faisanderie	75016
Les Amis	01 44 85 29 00	111, rue Cardinet	75017
Notre Village	01 53 58 33 50	13, rue Bargue	75015
CASVP (toutes structures)	01 44 67 16 40	5, Boulevard Diderot	75012
VYV 3 ILE DE FRANCE	01.53.90.63.00 (standard)	35 bis rue Saint-Sabin	75011

Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes en situation de handicap

Nom du service prestataire	Adresse	Téléphone
APF	17, boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris	01 53 80 92 81
GIHP	32, rue de Paradis 75010 Paris	01 45 23 83 61

Tarif horaire des prestations d'aide à domicile arrêtés par la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (dernière actualisation) : 26.30 €**

### Conditions d'admission à l'aide sociale

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Liste des pays signataires d'une convention d'aide sociale avec la France permettant à leurs ressortissants de bénéficier des mêmes droits que les Français

*Sous réserve que ces personnes de nationalité étrangère soient en séjour régulier en France*

PAYS SIGNATAIRE	NOM DE LA CONVENTION ET DATE DE SIGNATURE	DATE DE MISE EN OEUVRE
Algérie	Accords d'Évian, 19 mars 1962	A la date de déclaration de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962
République Centrafricaine	Convention d'Établissement entre la France et la République Centrafricaine, 13 août 1960	23 novembre 1960
18 Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont ratifié la Convention européenne d'assistance sociale et médicale (cf détail joint) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allemagne</li> <li>- Belgique</li> <li>- Danemark</li> <li>- Espagne</li> <li>- Estonie</li> <li>- France</li> <li>- Grèce</li> <li>- Irlande</li> <li>- Islande</li> <li>- Italie</li> <li>- Luxembourg</li> <li>- Malte</li> <li>- Norvège</li> <li>- Pays-Bas</li> <li>- Portugal</li> <li>- Royaume-Uni</li> <li>- Suède</li> <li>- Turquie</li> </ul>	Convention européenne d'assistance sociale et médicale, 11 décembre 1953	1 <sup>er</sup> juillet 1954
Gabon	Convention d'Établissement entre la République française et la République gabonaise, Libreville, le 17/08/1960	23 novembre 1960
PAYS SIGNATAIRE	NOM DE LA CONVENTION	DATE DE MISE EN OEUVRE

	ET DATE DE SIGNATURE	
<b>Pologne</b>	Convention bilatérale relative à l'assistance et la prévoyance sociale conclue entre la France et la Pologne, Varsovie, 14/10/120	23 janvier 1923
<b>Sénégal</b>	Convention d'Établissement entre la France et le Sénégal, Paris, le 29 mars 1974	1 <sup>er</sup> septembre 1976
<b>Suisse</b>	Convention d'Établissement entre la France et la Suisse. Paris, le 29 septembre 1931	1 <sup>er</sup> novembre 1933
<b>Togo</b>	Convention d'Établissement entre la France et le Togo, Paris le 10 juillet 1963	Le 8 juin 1964

### Convention européenne d'assistance sociale et médicale

STCE no. : 014

Traité ouvert à la signature des États membres et à l'adhésion des États non membres

Ouverture à la signature

Entrée en vigueur

Lieu : Paris

Conditions : 2 Ratifications.

Date : 11/12/1953

Date : 1/7/1954

Situation au 9/8/2007

Etats membres du Conseil de l'Europe

**Renvois** : a.: Adhésion - s.: Signature sans réserve de ratification - su.: Succession - r.: signature "ad referendum".

R.: Réserves - D.: Déclarations - A.: Autorités - T.: Application territoriale - C.: Communication - O.: Objection

Etats	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Renv.	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie										
<b>Allemagne</b>	<b>11/12/1953</b>	<b>24/8/1956</b>	<b>1/9/1956</b>		X	X				
Andorre										
Arménie										
Autriche										
Azerbaïdjan										
<b>Belgique</b>	<b>11/12/1953</b>	<b>24/7/1956</b>	<b>1/8/1956</b>		X	X				
Bosnie-Herzégovine										
Bulgarie										
Chypre										
Croatie										
<b>Danemark</b>	<b>11/12/1953</b>	<b>30/6/1954</b>	<b>1/7/1954</b>			X				
<b>Espagne</b>	<b>9/2/1981</b>	<b>21/11/1983</b>	<b>1/12/1983</b>			X				
<b>Estonie</b>	<b>1/12/1999</b>	<b>20/7/2004</b>	<b>1/8/2004</b>			X				
Finlande										
<b>France</b>	<b>11/12/1953</b>	<b>30/10/1957</b>	<b>1/11/1957</b>			X				
Géorgie										
Etats	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Renv.	R.	D.	A.	T.	C.	O.

Grèce	11/12/1953	23/6/1960	1/7/1960		X															
Hongrie																				
Irlande	11/12/1953	31/3/1954	1/7/1954		X															
Islande	11/12/1953	4/12/1964	1/1/1965		X															
Italie	11/12/1953	1/7/1958	1/8/1958		X															
Lettonie																				
l'ex-République yougoslave de Macédoine																				
Liechtenstein																				
Lituanie																				
Luxembourg	11/12/1953	18/11/1958	1/12/1958		X	X														
Malte	7/5/1968	6/5/1969	1/6/1969		X															
Moldova																				
Monaco																				
Monténégro																				
Norvège	11/12/1953	9/9/1954	1/10/1954		X	X														
Pays-Bas	11/12/1953	20/7/1955	1/8/1955		X															
Pologne																				
Portugal	27/4/1977	4/7/1978	1/8/1978		X															
République tchèque																				
Roumanie																				
<b>Royaume-Uni</b>	<b>11/12/1953</b>	<b>7/9/1954</b>	<b>1/10/1954</b>		<b>X</b>	<b>X</b>														
Russie																				
Saint-Marin																				
Serbie																				
Slovaquie																				
Slovénie																				
Suède	11/12/1953	2/9/1955	1/10/1955		X															
Suisse																				
Turquie	11/12/1953	2/12/1976	1/1/1977		X	X														
Ukraine																				

Source : Bureau des Traités sur <http://conventions.coe.int>

Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide à domicile et de l'allocation représentative de service ménagers :

= Plafond pour l'octroi de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Personne seule : **11 532.96 €** par an, soit **961.08 €** par mois.

Couple : **17 904.96 €** par an, soit **1 492.08 €** par mois

## Chapitre 2 : la prise en charge des frais en foyer-restaurant et des ports de repas à domicile

### Conditions d'admission à l'aide sociale

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide Foyer Restaurant  
= Plafond pour l'octroi de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Personne seule : **12 144.24 €** par an, soit **1 012.02 €** par mois.

Couple : **18 853.92 €** par an, soit **1 571.16 €** par mois

Montant de la participation du bénéficiaire déterminé sur la base des montants de participation aux frais de restauration arrêtés par le CAS-VP, revalorisés annuellement

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

	Participation dans le cadre de <u>Repas servis ou emportés</u> dans les Restaurants Émeraude	Participation dans le cadre de <u>Port de repas</u> à domicile
Petit Déjeuner	1,56 €	0,45 €
Déjeuner	17,65 €	6 ,55 €
Dîner	14,81 €	5,48 €
Journée complète	X	10,39 €

## Titre 3 : Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées

### Chapitre 1 : L'accueil familial

#### *Conditions d'attribution*

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

#### *Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine*

Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :

**5 000 €**

Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24<sup>ème</sup> du plafond annuel de sécurité sociale):

**1 714 €**

### Chapitre 2 : L'accueil temporaire

#### *Conditions d'attribution de l'aide*

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

#### *Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine*

Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24<sup>ème</sup> du plafond annuel de sécurité sociale):

**1 714 €**

**Evaluation des charges et détermination de la participation des bénéficiaires de l'aide sociale hébergés dans les appartements d'hébergement temporaire du C.A.S.V.P. index SALSA 7560 Cantates**

Tranches de Revenus Barème C.N.A.V. 2024	Forfait Loyer Assurance	Impôts *	Repas	MATI **	Divers ***	Aide-ménag.	Dépenses Necessaires	Solde Disponible	Montant Prélevé		Taux d'effort ****	
									Mensuel	Journalier		
1,00	1012,02	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	0,00	0,00	0,00%	
1012,03	1115,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	372,03	334,83	10,98	33,08%
1115,01	1227,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	475,01	427,51	14,02	38,34%
1227,01	1396,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	587,01	528,31	17,32	43,06%
1396,01	1563,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	756,01	680,41	22,31	48,74%
1563,01	1898,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	0,00	640,00	923,01	830,71	27,24	53,15%
1898,01	2232,00	415,00	4,33	0,00	150,00	75,00	0,00	644,33	1253,68	1128,31	36,99	59,45%
2232,01	2382,00	415,00	25,92	0,00	150,00	75,00	0,00	665,92	1566,09	1409,48	46,21	63,15%
2382,01	2532,00	415,00	47,58	0,00	150,00	75,00	0,00	687,58	1694,43	1524,98	50,00	64,02%
2532,01	2682,00	415,00	87,42	0,00	150,00	75,00	0,00	727,42	1804,59	1624,13	53,25	64,14%
2682,01	2832,00	415,00	108,92	0,00	150,00	75,00	0,00	748,92	1933,09	1739,78	57,04	64,87%
2832,01	2982,00	415,00	157,00	0,00	150,00	75,00	0,00	797,00	2035,01	1831,51	60,05	64,67%
2982,01	3132,00	415,00	198,67	0,00	150,00	75,00	0,00	838,67	2143,34	1929,01	63,25	64,69%
3132,01	3282,00	415,00	231,67	0,00	150,00	75,00	0,00	871,67	2260,34	2034,31	66,70	64,95%
3282,01	3432,00	415,00	279,67	0,00	150,00	75,00	0,00	919,67	2362,34	2126,11	69,71	64,78%
3432,01	3582,00	415,00	320,17	0,00	150,00	75,00	0,00	960,17	2471,84	2224,66	72,94	64,82%
3582,01	3732,00	415,00	364,58	0,00	150,00	75,00	0,00	1004,58	2577,43	2319,68	76,06	64,76%
3732,01	3882,00	415,00	409,58	0,00	150,00	75,00	0,00	1049,58	2682,43	2414,18	79,15	64,69%

\* Les impôts IRPP sont calculés à partir du montant le plus élevé de la tranche de ressources sur la base de 1,5 parts , personne seule veuve avec enfant majeur . simulation 1,5 parts sur le site des impots (case L simulateur 2024)

\*\* matériel pour incontinence

\*\*\* Les " divers " correspondent à la somme forfaitaire laissée à la disposition de l'intéressé.

\*\*\*\* le taux d'effort des tranches supérieures est fonction de la progressivité de l'IRPP

**Evaluation des charges et détermination de la participation des bénéficiaires de l'aide sociale hébergés dans les appartements d'hébergement temporaire gérés par la FMDC Fondation Maison des Champs**

**Code SALSA 12433 pour structure Ht 13 quai de la Garonne 75 019 -**

Tranches de Revenus Barème C.N.A.V. 2024	Forfait Loyer Assurance	Impôts *	Repas	MATI **	Divers ***	Aide-ménag.	Dépenses Necessaires	Solde Disponible	Montant Prélevé		Taux d'effort ****	
									Mensuel	Journalier		
1,00	1012,02	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	0,00	0,00	0,00%	
1012,03	1115,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	0,00	0,00	0,00%	
1115,01	1227,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	0,00	0,00	0,00%	
1227,01	1396,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	0,00	0,00	0,00%	
1396,01	1563,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	36,01	32,41	1,06	2,32%
1563,01	1898,00	415,00	0,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1360,00	203,01	182,71	5,99	11,69%
1898,01	2232,00	415,00	4,33	0,00	150,00	75,00	720,00	1364,33	533,68	480,31	15,75	25,31%
2232,01	2382,00	415,00	25,92	0,00	150,00	75,00	720,00	1385,92	846,09	761,48	24,97	34,12%
2382,01	2532,00	415,00	47,58	0,00	150,00	75,00	720,00	1407,58	974,43	876,98	28,75	36,82%
2532,01	2682,00	415,00	87,42	0,00	150,00	75,00	720,00	1447,42	1084,59	976,13	32,00	38,55%
2682,01	2832,00	415,00	108,92	0,00	150,00	75,00	720,00	1468,92	1213,09	1091,78	35,80	40,71%
2832,01	2982,00	415,00	157,00	0,00	150,00	75,00	720,00	1517,00	1315,01	1183,51	38,80	41,79%
2982,01	3132,00	415,00	198,67	0,00	150,00	75,00	720,00	1558,67	1423,34	1281,01	42,00	42,96%
3132,01	3282,00	415,00	231,67	0,00	150,00	75,00	720,00	1591,67	1540,34	1386,31	45,45	44,26%
3282,01	3432,00	415,00	279,67	0,00	150,00	75,00	720,00	1639,67	1642,34	1478,11	48,46	45,04%
3432,01	3582,00	415,00	320,17	0,00	150,00	75,00	720,00	1680,17	1751,84	1576,66	51,69	45,94%
3582,01	3732,00	415,00	364,58	0,00	150,00	75,00	720,00	1724,58	1857,43	1671,68	54,81	46,67%
3732,01	3882,00	415,00	409,58	0,00	150,00	75,00	720,00	1769,58	1962,43	1766,18	57,91	47,33%

\* Les impôts IRPP sont calculés à partir du montant le plus élevé de la tranche de ressources sur la base de 1,5 parts , personne seule veuve avec enfant majeur simulation 1,5 parts sur le site des impots (case L simulateur 2024)

\*\* matériel pour incontinence

\*\*\* Les " divers " correspondent à la somme forfaitaire laissée à la disposition de l'intéressé.

\*\*\*\* l'établissement facture 1,30 h d'aide à dom par jour de présence, forfait de 30 h appliqué ici (voir devis)

\*\*\*\*\* le taux d'effort des tranches supérieures est fonction de la progressivité de l'IRPP

## **Titre 4 : L'hébergement des personnes âgées en établissement**

### **Chapitre 1 : Conditions d'admission à l'aide sociale**

#### **Conditions de résidence**

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

### **Chapitre 2 : Modalités d'attribution**

#### **Participation du bénéficiaire à ses frais de séjour et sommes laissées à sa disposition**

Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil dans un établissement assurant un hébergement complet

#### **Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :**

**127,10 €** par mois (= 1% du montant annuel de l'allocation de solidarité aux personnes âgées *arrondi à l'euro le plus proche*, soit **121 €**, augmenté de **6,10 €** d'argent de poche extra-légal)

Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil en Foyer-logement n'assurant pas un entretien complet

#### **Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :**

#### **Pour une Personne seule :**

⇒ montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées: **12 144.24 €** par an, augmenté de l'argent de poche extra-légal de 6,10 € par mois, soit **12 150.34 €** par an

#### **Pour un Couple :**

⇒ montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées: **18 853.92 €** par an, augmenté de l'argent de poche extra-légal pour chaque bénéficiaire de 6,10 € par mois, soit **18 860.02€** par an.

#### **Pour l'obligation alimentaire :**

Calcul des ressources nettes :

**Charges forfaitaires** déduites en fonction de la composition de la famille calculées sur la base du minimum garanti au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : **4.15 €**

#### **COUPLE**

- ◆ Conjoint :  $200 \times 4.15 \text{ €} = \mathbf{830 \text{ €}}$
- ◆ Personne à charge :  $100 \times 4.15 \text{ €} = \mathbf{415 \text{ €}}$

#### **PERSONNE SEULE**

- ◆ Déduction pour une personne seule (*déduction forfaitaire charges de logement*)  
 $100 \times 4.15 \text{ €} = \mathbf{415 \text{ €}}$

#### **PERSONNE SEULE AVEC FAMILLE A CHARGE**

- ◆ Chef de famille seul = **415 €**
- ◆ Par personne à charge = **415 €**

**Ressources nettes** = Ressources brutes - (Charges forfaitaires + Charges réelles liées au paiement d'éventuelles pensions alimentaires).

### **CALCUL DE LA CAPACITE CONTRIBUTIVE DES DEBITEURS D'ALIMENTS**

- Les ressources nettes mensuelles du foyer calculées comme ci-dessus sont prises en considération au-delà d'un seuil constitué par 350 fois le minimum garanti, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :  $4.15 \text{ €} \times 350 = 1\,452.50 \text{ €}$
- Le taux appliqué est de 5 % pour la tranche de **1 452.50 € à 1 604.95 €**. Il progresse de 0,5 % par tranche de 152,45 €. (*Voir ci-après*).
- La participation du conjoint est équivalente à celle des enfants, obligés alimentaires.

Tranche de ressources nettes mensuelles		Participation moyenne mensuelle	Pourcentage
1 452,50	1 604,95	76,44	5,0%
1 605,10	1 757,55	92,47	5,5%
1 757,70	1 910,15	110,04	6,0%
1 910,30	2 062,75	129,12	6,5%
2 062,90	2 215,35	149,74	7,0%
2 215,50	2 367,95	171,88	7,5%
2 368,10	2 520,55	195,55	8,0%
2 520,70	2 673,15	220,74	8,5%
2 673,30	2 825,75	247,46	9,0%
2 825,90	2 978,35	275,70	9,5%
2 978,50	3 130,95	305,47	10,0%
3 131,10	3 283,55	336,77	10,5%
3 283,70	3 436,15	369,59	11,0%
3 436,30	3 588,75	403,94	11,5%
3 588,90	3 741,35	439,82	12,0%
3 741,50	3 893,95	477,22	12,5%
3 894,10	4 046,55	516,14	13,0%
4 046,70	4 199,15	556,59	13,5%
4 199,30	4 351,75	598,57	14,0%
4 351,90	4 504,35	642,08	14,5%
4 504,50	4 656,95	687,11	15,0%
4 657,10	4 809,55	733,67	15,5%
4 809,70	4 962,15	781,75	16,0%
4 962,30	5 114,75	831,36	16,5%
5 114,90	5 267,35	882,49	17,0%
5 267,50	5 419,95	935,15	17,5%
5 420,10	5 572,55	989,34	18,0%
5 572,70	5 725,15	1 045,05	18,5%

Tranche de ressources nettes mensuelles		Participation moyenne mensuelle	Pourcentage
5 725,30	5 877,75	1 102,29	19,0%
5 877,90	6 030,35	1 161,05	19,5%
6 030,50	6 182,95	1 221,35	20,0%
6 183,10	6 335,55	1 283,16	20,5%
6 335,70	6 488,15	1 346,50	21,0%
6 488,30	6 640,75	1 411,37	21,5%
6 640,90	6 793,35	1 477,77	22,0%
6 793,50	6 945,95	1 545,69	22,5%
6 946,10	7 098,55	1 615,13	23,0%
7 098,70	7 251,15	1 686,11	23,5%
7 251,30	7 403,75	1 758,61	24,0%
7 403,90	7 556,35	1 832,63	24,5%
7 556,50	7 708,95	1 908,18	25,0%
7 709,10	7 861,55	1 985,26	25,5%
7 861,70	8 014,15	2 063,86	26,0%
8 014,30	8 166,75	2 143,99	26,5%
8 166,90	8 319,35	2 225,64	27,0%
8 319,50	8 471,95	2 308,82	27,5%
8 472,10	8 624,55	2 393,53	28,0%
8 624,70	8 777,15	2 479,76	28,5%
8 777,30	8 929,75	2 567,52	29,0%
8 929,90	9 082,35	2 656,81	29,5%
9 082,50	9 234,95	2 747,62	30,0%
9 235,10	9 387,55	2 839,95	30,5%
9 387,70	9 540,15	2 933,82	31,0%
9 540,30	9 692,75	3 029,21	31,5%
9 692,90	9 845,35	3 126,12	32,0%
9 845,50	9 997,95	3 224,56	32,5%
9 998,10	10 150,55	3 324,53	33,0%
10 150,70	10 303,15	3 426,02	33,5%
10 303,30	10 455,75	3 529,04	34,0%
10 455,90	10 608,35	3 633,58	34,5%
10 608,50	10 760,95	3 739,65	35,0%
10 761,10	10 913,55	3 847,25	35,5%
10 913,70	11 066,15	3 956,37	36,0%

Augmentation du taux d'effort, selon la même progressivité, par tranche de ressources nettes de 152,45 €, au-delà de 11 066.15 €.

### Chapitre 3 : Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine

#### *Les frais d'obsèques*

Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :

**5 000 €**

Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental ( $1/24^{\text{ème}}$  du plafond de sécurité sociale):

**1 714 €**

## **Titre 5 : L'hébergement des personnes handicapées en établissement**

### **Chapitre 1 : Conditions d'admission à l'aide sociale**

#### ***Conditions de résidence***

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

### **Chapitre 2 : Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine**

#### ***Les frais d'obsèques***

Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :

**5 000 €**

Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24<sup>ème</sup> du plafond de sécurité sociale):

**1 714 €**

## **Titre 6 : l'Allocation Compensatrice (en Renouvellement)**

### **Chapitre 1 : Nature de l'aide**

#### ***Le taux d'Allocation Compensatrice***

**Avril 2024**

Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe : 1 266.60 €

### **Chapitre 2 : Conditions d'admission pour le renouvellement de l'allocation compensatrice**

#### ***Conditions de résidence***

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

#### ***Conditions de ressources***

Plafond annuel d'octroi de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), par type de situation familiale, en dessous duquel l'Allocation Compensatrice est accordée à taux plein

**Avril 2024 :**

	Personne seule	Couple	Couple + 1 enfant à charge	Couple + 2 enfants à charge
Plafond de ressources annuelles	12 193 €	22 069€	28 165 €	34 261€

Plafond annuel d'octroi de l'AAH augmenté du montant annuel de l'AC au taux accordé par la CDAPH en dessous duquel l'AC est accordée à taux réduit, et au-dessus duquel l'AC n'est pas accordée :

**Au 01/04/2024 :**

Taux d'AC	40% (de la MTP)	50%	60%	70%	80%
Plafond	Personne seule				
	18 272.66	19 792.60	21 312.52	22 832.44	24 352.36
Plafond	Couple				
	28 148.68	29 668.60	31 188.52	32 708.44	34 228.36

40% de la MTP x 12 + plafond AAH personne seule

40% de la MTP x 12 + plafond AAH couple

## Titre 7 : la Prestation de Compensation du Handicap

### Chapitre 1 : Dispositions communes à la PCH à domicile et en établissement

#### Nature de l'aide

Tarifs de valorisation pour chaque type d'aidant : Aide humaine  
**Actualisation : mai 2024**

Aide Humaine	Modalités de calcul et références	Tarif Horaire de Valorisation (en €)	Montant maximum mensuel (en €)	Durée d'Attribution maximale
Emploi direct (gré à gré)	<i>140% du salaire horaire brut d'un(e) assistant(e) de vie C, au sens de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999</i>	<b>17.70</b>		
Emploi direct (gré à gré) - si réalisation de gestes liés à des soins ou aspirations endo-trachéales	<i>140% du salaire horaire brut d'un(e) assistant(e) de vie D, au sens de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999</i>	<b>18.40</b>		
Service Mandataire	<i>Majoration de 10% du tarif emploi direct</i>	<b>19.47</b>		
Service Mandataire - si réalisation de gestes liés à des soins...	<i>Majoration de 10% du tarif emploi direct</i>	<b>20.24</b>		
Service Prestataire	<i>Tarif arrêté par le Président du Conseil de Paris pour l'intervention des services d'aide à domicile dans le cadre de la PCH</i>	<b>23.50</b>	<b>15 144.12</b>	
Aidant familial (simple)	<i>50% du SMIC horaire net</i>	<b>4.69</b>		
Aidant familial (ayant renoncé ou cessé son activité professionnelle)	<i>75% du SMIC horaire net</i>	<b>7.04</b>		
Montant maximum du dédommagement mensuel de chaque aidant familial	<i>85% du SMIC mensuel net sur la base de 35 heures par semaine</i>		<b>1 209.24</b>	
Montant maximum du dédommagement mensuel de l'aidant familial ayant renoncé ou cessé son activité professionnelle pour s'occuper de la personne handicapée, dont l'état nécessite une aide totale pour la plupart des actes essentiels et une présence constante ou quasi constante	<i>85% du SMIC mensuel net sur la base de 35 heures par semaine, majoré de 20%</i>		<b>1 451.09</b>	

Aide Humaine	Modalités de calcul et références	Montant maximum mensuel (en €)
Forfait Cécité	50 heures par mois, sur la base du tarif de recours à un salarié de gré à gré	<b>796.90</b>
Forfait Surdité	30 heures par mois, sur la base du tarif de recours à un salarié de gré à gré	<b>478.14</b>

Modalit� de calcul : 30, 50 ou 80 heures sur la base du tarif mentionné dans le tableau pr�c�dent.		Vision centrale après correction, par rapport à la vision normale			OU			Champ visuel		
		supérieure ou égale à 1/10�me et inférieure à 3/10�me	Supérieur ou égal à 20� et inférieur à 40�	supérieure ou égale à 1/20�me et inférieure à 1/10�me	Supérieur ou égal à 10� et inférieur à 20�	inférieure à 1/20�me	inférieur à 10�			
Perte auditive moyenne sans appareillage	Supérieure à 41 dB et inférieure ou égale à 56 dB	478,14 à		478,14 à		796,90 à				
	Supérieure à 56 dB et inférieure ou égale à 70 dB	478,14 à		796,90 à		1 275,04 à				
	Supérieure à 70 dB	796,90 à		1 275,04 à		1 275,04 à				

### Montant des forfaits PCH Parentalité

Dispositions	Aides humaines			Aides techniques	
	Mensuel			Ponctuel	
Versement	Mensuel			Ponctuel	
Montants	Monoparentalit�	Enfant de moins de 3 ans	Enfant de 3 à 7 ans	Pour chacun des enfants	
	Non	900 �/ mois	450 �/mois	Date de versement	Montant
	Oui	1 350 à/mois	675 �/mois	Naissance	1 400 à
				3�me anniversaire de l'enfant	1 200 à
				6�me anniversaire de l'enfant	1 000 à

### Tarifs de valorisation pour les Aides Techniques

Elément de la prestation de compensation		Montant maximum attribuable	Durée maximale d'attribution	Tarif
2�me élément Aides techniques	Règle générale	13 200 à	10 ans	Selon les aides techniques : tarif détaillé ou 75% du prix <sup>(1)</sup>
	Si une aide technique (AT) et, le cas échéant, ses accessoires, ont un tarif PCH à au moins 3 000 à	13 200 à + montant du tarif PCH de l'AT et de ses accessoires, après déduction du tarif LPP		
3�me élément Aménagement du logement, du véhicule et surcoûts liés aux transports	Aménagement du logement	10 000 à	10 ans	Tranche de 0 à 1 500 à : 100 % du coût
				Tranche > 1 500 à : 50% du coût <sup>(1)</sup>
				Déménagement : 3 000 �
4�me élément Charges spécifiques et exceptionnelles	Aménagement du véhicule	10 000 à ou 12 000 à sous conditions <sup>(2)</sup>	10 ans	Véhicule : tranche 0 à 1 500 à : 100% du coût
	Surcoûts liés aux transports			Véhicule : tranche > 1 500 à : 75 % du coût <sup>(1)</sup>
5�me élément Aide animalit�re	Charges spécifiques	100 à/mois	10 ans	Transport : 75% ou 0,5 à/km <sup>(1)</sup>
	Charges exceptionnelles	6 000 à	10 ans	Selon les produits : tarif détaillé ou 75% du coût <sup>(1)</sup>
	Règle générale	6 000 à	10 ans	75% du prix <sup>(1)</sup>
				Si versement mensuel : 50 à/mois

(1) Dans la limite du montant maximal attribuable

(2) Pour les trajets entre domicile et lieu de travail ou domicile et établissement médico-social : soit en cas de transport par un tiers, soit déplacement aller et retour supérieur à 50 km. Le montant de 12 000 à sera porté à 24 000 à dans le cadre d'un prochain arrêté.

## Conditions d'admission

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe

**Avril 2024** : 1 266.60 €

Plafonds d'octroi de la PCH

**Avril 2024**

Plafond mensuel	Taux de prise en charge
Ressources <u>INFÉRIEURES</u> ou <u>égales</u> à 2 fois le montant annuel de la MTP, soit <b>2 533.20 €</b> par mois	<b>100%</b>
Ressources <u>strictement SUPÉRIEURES</u> à 2 fois le montant annuel de la MTP, soit <b>2 533.20 €</b> par mois	<b>80%</b>

## Chapitre 3 : La PCH en établissement

### **L'aide humaine**

Montants minimum et maximum journaliers à verser au titre de l'aide humaine au bénéficiaire de la PCH hospitalisé ou accueilli dans un établissement de santé, social ou médico-social

**Modalités de réduction du versement de la PCH à domicile, en cas d'hospitalisation ou d'hébergement en établissement, lorsqu'une personne était déjà bénéficiaire de la PCH à domicile**

*(Actualisation au 1<sup>er</sup> mai 2024)*

	<i>Montant (en €)</i>	<i>Modalités de calcul et références</i>	<i>Montant SMIC brut pris comme référence (en €)</i>
<i>Montant minimum mensuel réduit</i>	<b>57</b>	<b>4,75 fois le montant du SMIC horaire brut</b>	<b>12</b>
<i>Montant maximum mensuel réduit</i>	<b>114</b>	<b>9,5 fois le montant du SMIC horaire brut</b>	<b>12</b>

**Modalités de réduction de la PCH octroyée pour les périodes de retour à domicile, lors du retour à l'hôpital ou en établissement**

Lors des interruptions d'hospitalisation ou d'hébergement (retour à domicile), le montant journalier de la PCH est fixé par la CDAPH.

Ce montant est réduit à 10% au moment du retour à l'hôpital ou en établissement

	<i>Montant (en €)</i>	<i>Modalités de calcul et références</i>	<i>Montant SMIC brut pris comme référence (en €)</i>
<i>Montant minimum journalier réduit</i>	<b>1.92</b>	<b>0,16 fois le montant du SMIC horaire brut</b>	<b>12</b>
<i>Montant maximum journalier réduit</i>	<b>3.84</b>	<b>0,32 fois le montant du SMIC horaire brut</b>	<b>12</b>

### **Les surcoûts liés aux transports**

Montant maximum attribuable pour les surcoûts liés aux frais de transports pour toute période de 10 ans, lorsque la personne handicapée hébergée ou hospitalisée a recours à un transport assuré par un tiers, ou qu'elle est dans l'obligation d'effectuer un déplacement aller et retour supérieur à cinquante kilomètres

	<b>Montant (en €)</b>
<b>Montant maximum attribuable en 10 ans</b>	<b>12 000</b>
<b>Trajets en voiture particulière</b>	0,50 € par kilomètre, dans la limite montant maximum attribuable
<b>Trajets avec autres moyens de transport</b>	75% des surcoûts dans la limite montant maximum attribuable

## **Titre 8 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie**

### **Chapitre 1 : Dispositions communes à l'APA à domicile et à l'APA en établissement**

#### ***Conditions de résidence***

Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Montant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire d'une part et en urgence d'autre part correspondant à 50% du montant maximum attribuable

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : 971.74 €**

**Modalités de proratisation en cas de récupération suite à un décès ou, changement APA D vers APA E :**

- *Les prestations liées à l'hygiène et à la dignité de la personne ne sont pas récupérées (MATI, pédicurie et coiffure) ;*
- *La proratisation des autres aides se fait sur la base de 30 jours*

### **Chapitre 2 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile**

Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe

**Au 1<sup>er</sup> avril 2024 : 1 266.60 € par mois soit 15 199.20 € par an**

Montant maximum de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie par Groupe Iso Ressources (GIR):

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

<b>GIR 1</b>	<b>GIR 2</b>	<b>GIR 3</b>	<b>GIR 4</b>
<b>1 943.49</b>	<b>1 571.75</b>	<b>1 135.82</b>	<b>758.02</b>

Barèmes légal et extralégal de participation du bénéficiaire d'APA à domicile  
**Avril 2024**

(MTP = Majoration pour Tierce Personne)

	Barème légal	Barème extra-légal parisien	Barème extra-légal parisien	Barème légal	Barème légal
<b>Revenu de référence</b>	< 0,725 MTP  soit  < 918.28 €	Compris entre 0,725 MTP et 0,92 MTP  soit  compris entre 918.28 € et 1 165.27 €	Compris entre 0,92 MTP et 1,15 MTP  soit  compris entre 1 165.27€ et 1 456.59 €	Compris entre 1,15 MTP et 2,67 MTP  soit  compris entre 1 456.59€ et 3 381.82 €	> 2,67 MTP  soit  > 3 381.82 €
<b>Participation</b>	Exonération de toute participation	Exonération de toute participation à Paris	Participation proportionnelle aux revenus du bénéficiaire et dégressive en fonction de l'importance de son plan d'aide, minorée à Paris par rapport au barème national	Participation proportionnelle aux revenus du bénéficiaire et dégressive en fonction de l'importance de son plan d'aide, et jusqu'à 90% du montant du plan d'aide	Participation équivalant à 90% du montant du plan d'aide

**Modalités financières**

Montant minimum de l'APA à domicile en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :

**Au 1<sup>er</sup> mai 2024 : 36 €**

**Forfait Répit 540.23€**

**Forfait hospitalisation : 1 073.30€**

## Chapitre 3 : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement

### *Nature de l'aide*

Barème légal de participation du bénéficiaire d'APA en établissement :

*Avril 2024*

*(MTP = Majoration pour Tierce Personne)*

<b>Revenus</b>	< 2,21 fois la MTP, soit < <b>2 799.18 €</b>	compris entre 2,21 et 3,40 fois le montant de la MTP, soit compris entre <b>2 799.18 € et 4 306.44 €</b>	> 3,4 fois la MTP, soit > <b>4 306.44 €</b>
<b>Participation</b>	participation équivalant au <b>tarif GIR5/GIR6</b> de l'établissement dans lequel la personne âgée est placée	participation <b>proportionnelle aux revenus du demandeur et au tarif dépendance du groupe iso- ressources dans lequel il est classé</b>	participation équivalant approximativement à <b>80% du tarif dépendance.</b>

Montant mensuel minimum de revenus laissé à la disposition du conjoint, concubin ou PACSé du demandeur d'APA qui reste à domicile :

*Au 1<sup>er</sup> janvier 2023 : 961.08€*

Somme minimale mensuelle laissée à la disposition des bénéficiaires de l'APA en établissement accueillis dans un établissement habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale :

*Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : 127.10 €*

### *Modalités financières*

Montant minimum de l'APA à domicile et en établissement, en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :

*Au 1<sup>er</sup> mai 2024 : 36 €*

## Titre 9 : l'accueil de jour « Alzheimer »

### Chapitre 1 : Nature de l'aide

Liste des structures d'accueil de jour Alzheimer conventionnées avec le département de Paris

Nom de l'Établissement	Adresse de l'Établissement	Arrondissement parisien
Alice Guy	10, rue de Colmar	75019
Casa Paris 17	51, avenue de Saint Ouen	75017
Casa Paris 18	5/7, rue Tristan Tzara	75018
Casa Paris 19	64-74, rue du Général Brunet	75019
Docteur Jean Colin	49, avenue Théophile Gautier	75016
Edith Krebsdorf	16, rue du Pont aux Choux	75003
Espace Jeanne Garnier	55, rue de Lourmel	75015
Francs Bourgeois	29 ter, rue des Francs Bourgeois	75004
Geneviève Laroque	8-12, rue Tour des Dames	75009
Joseph Weil	30 bis, rue Santerre	75012
L'Etimoë	29, rue de Fontarabie	75020
La Vie en Mauve	10,12 rue Annie Girardot	75013
Les Balkans	26, rue des Balkans/ 1 Allée Alquier-Debrousse	75020
Les Portes du Sud	28, avenue de la porte D'Ivry	75013
Madeleine Meyer	14/18, rue mère Marie Skobtsov	75015
Marie de Miribel	7-9, rue de l'Asile Popincourt	75011
Mémoire +	127, rue Falguière - Hall A2	75015
Notre Dame de Bon Secours	68, rue des Plantes	75014
Saint Germain	17, rue du Four	75006
Villa Rubens	9, rue de la Santé	75013

## Chapitre 2 : Conditions de participation aux frais de fonctionnement des centres parisiens d'accueil de jour

Barème de participation aux frais d'accueil de jour Alzheimer  
*Actualisation au 1er janvier 2012*

	Montant de l'impôt sur le revenu	Coût réel moyen / jour	Participation du bénéficiaire	Participation du Département
Tranche 1	Supérieur à 2 028 €	65,00 €	65,00 €	0,00 €
Tranche 2	De 992 à 2 028 €	65,00 €	38,66 €	26,34 €
Tranche 3	De 351 et 992 €	65,00 €	27,51 €	37,49 €
Tranche 4	Inférieur à 351 €	65,00 €	17,06 €	47,94 €

\*\*\*\*\*

## **Titre 10 : La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)**

### **Chapitre 1 : Définition de la MASP**

Associations auxquelles le département de Paris a délégué la mise en œuvre de la MASP

- L'association APASO, dont le siège se situe au 6 rue Decain – 75014 PARIS, intervient sur les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 15, et 20èmes arrondissements,

- L'association MASP FALRET ITINERAIRES, dont le siège se situe au 49 rue Rouelle – 75015 PARIS, intervient sur les 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18 et 19èmes arrondissements.